

Pseudonym:

MELVLIN-25

P. 21(a)

Witness Code: MELVLIN

ICTR-98-41-T
Exh. P. 21(a)
Tendered on: 11/09/2002.
E.

Melvorn
Linda

"Etat d'esprit des militaires et de la population civile", a confidential letter authored by A. Nsengiyumva (previously identified also as 'FARZZZZ-15')

DOCUMENT INFORMATION			
Doc Type:	Letter	For Witness Statement:	
Doc Sources:	Witness	Signature Date:	
Doc Location:	ICTR	Interviewer 1:	
Doc Original No:		Interviewer 2:	
Doc Date:	27-Jul-92	DOCUMENT CODING:	
Format:	Typewritten	Document code:	MELVLIN-25
Original language:	French	ICTR Number:	
Translation:	English	ERN Number:	L000 8506-14
ERN Translation:	L001 0481-87	Disclosure Code:	MELVLIN-25
		Disclosable:	Yes
Past Disclosure---Past Disclosure---Past Disclosure---Past Disclosure			
IN	Code Used	Date	Support
Bagosora	MELVLIN-25	09-May-02	No
Kabiligi	MELVLIN-25	09-May-02	No
Nsengiyumva	MELVLIN-25	09-May-02	No
Ntabakuze	MELVLIN-25	09-May-02	No

10008506

REPUBLIQUE RWANDAISE

CONFIDENTIEL

KIGALI, le 27 JUL 1992



MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
ARMEE RWANDAISE
ETAT-MAJOR

G2

Note au Chef EM AR

OBJET: Etat d'esprit des militaires
et de la population civile.

1. La situation politique de notre pays et la guerre que nous vivons suscitent beaucoup de commentaires aussi bien chez nos militaires que chez la population civile.

Ces commentaires consécutifs à certains événements politiques ou à la pression ENI créent un certain état d'esprit qu'il importe de porter à votre connaissance, lequel état d'esprit NE peut manquer de préoccuper.

Je vous livre ci-après certains commentaires enregistrés, après quoi je vous donnerai mes avis et considérations.

2. Différents sujets suscitent des commentaires qui sont souvent partagés aussi bien par les civils que par les militaires.

a. L'accord d'ARUSHA

- (1) Les commentaires des civils sur ce sujet sont nombreux et je N'y reviens PAS puisque ils sont tenus publiquement et passent même à la radio à travers les chroniques des partis politiques ou à travers les reportages des meetings.

Grosso modo, beaucoup de gens critiquent d'une façon acerbe le contenu de l'accord qui NE favorise que le FPR au détriment du RWANDA. Ils demandent alors que cet accord puisse être revu pour que les points qui nous désavantagent soient reconsidérés.

La majorité de ceux qui critiquent cet accord s'accordent à formuler leurs inquiétudes quant à une éventuelle fusion entre les FAR et les maquisards du FPR.

La population civile désapprouve cela, et pense qu'il s'agit d'une façon alambiquée de prendre le pouvoir au RWANDA à partir de l'intérieur.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

10006507

Même les adhérents à certains partis d'opposition, de MDR plus particulièrement, désapprouvent l'éventualité d'une fusion entre les FAR et les éléments armés du FPR. Et tous ceux qui désapprouvent, ajoutent que notre pays est entrain d'être vendu à l'ENI.

La population a donc peur de tout cela, et il y en a même qui disent qu'ils vont déjà préparer leur fuite avant l'arrivée des INKOTANYI, tout en ajoutant qu'avant de fuir, ils vont d'abord massacrer les Tutsi.

- (2) Côté militaire, beaucoup sont ceux qui désapprouvent avec virulence une possible fusion entre les INKOTANYI et les FAR. Les Officiers sont parmi ceux qui dénoncent cette rubrique de l'accord d'ARUSHA. Ils disent que **EVENTUELLEMENT**, ils pourraient supporter l'intégration de quelques éléments INKOTANYI, dans les proportions qui respectent la représentativité de la population Tutsi dans ce pays.

Si les Tutsi représentent 14% de la population rwandaise, les INKOTANYI à intégrer devraient représenter 14% des futures forces armées rwandaises.

Aller au delà, disent les Officiers, et les autres militaires d'ailleurs, ce serait vendre ce pays à l'ENI et les militaires NE l'admettraient PAS.

Certains Officiers, au cours de leurs conversations, vont jusqu'à se demander si les choses doivent rester tel qu'elles sont, c'est-à-dire des responsables civils qui édictent des directives, prennent des décisions qui vont à l'encontre des intérêts de la Nation, tout simplement pour sauvegarder les intérêts immédiats de leurs partis.

Ils se demandent pendant combien de temps cela va durer, tout en exprimant leurs inquiétudes sur l'ingérence des politiciens dans les affaires purement militaires. Ils concluent qu'il est temps que cette situation change.

Concernant la fusion ou l'intégration des INKOTANYI, les Officiers disent que le Gouvernement, à travers le MINAFFET et le MINADEF, devrait, au cours d'une réunion élargie à plus de responsables militaires, essayer d'expliquer ce sujet et permettre des débats ouverts, afin de sentir et enregistrer les inquiétudes des militaires sur ce point, de noter leurs considérations, et d'en tenir compte lors des prochaines négociations; ceci se justifie, disent-ils, car ce sont les militaires qui sont appelés à vivre avec les INKOTANYI, et NON ces civils.

..../....

CONFIDENTIEL

En tout cas les militaires ont peur d'une éventuelle fusion des INKOTANYI avec les FAR, et ils pressentent déjà des massacres de nos militaires, surtout de nos cadres, par les INKOTANYI qui seraient alors admis massivement.

Il y a même des Officiers qui disent qu'avant de fuir ce pays, ils vont d'abord régler leurs comptes à ceux de nos responsables qui auront été à la base du désastre, en acceptant avec naïveté, toutes les revendications de l'ENI qui nous combat.

- (3) Beaucoup de civils commencent maintenant à approcher les militaires, pour leur dire que les FAR sont le dernier recours, qu'elles devraient donc redresser à temps la situation, et mettre fin à ces agissements de civils irresponsables, qui NE sont guidés que par le gain immédiat dans le cadre des Partis, au lieu de considérer les intérêts d'ensemble du peuple rwandais.

Donc, en général, il règne un climat d'inquiétude généralisée au sein de la population civile et au sein de nos militaires, face à la perspective d'une fusion des FAR avec les INKOTANYI. Beaucoup sont ceux qui pensent que nos responsables NE sont PAS guidés par les intérêts de la Nation.

- (4) Les Officiers contestent le fait de dire (dans l'accord d'ARUSHA) qu'on va créer une armée nouvelle, tout en ignorant que les forces armées rwandaises existent déjà. Ici, ils critiquent sérieusement le fait que même la Radio RWANDA NE parle PLUS de "FORCES ARMEES RWANDAISES", mais plutôt de "FORCES ARMEES GOUVERNEMENTALES".

Les Officiers soulignent que cette façon de raisonner laisse penser que les Forces Armées Rwandaises actuelles sont une faction d'une future armée au même titre que les éléments du FPR. Et ils NE supportent PAS ça.

Ils N'hésitent PAS de dire eux aussi, que "ce pays a été vendu".

- (5) Concernant la libération des prisonniers de guerre et des acolyte de l'ENI, unilatéralement par le RWANDA et SANS contrepartie, ça, la population NE comprend PAS du tout, tous Partis politiques confondus (moins le Parti Libéral bien entendu). Pour une grande partie de la population, c'est une preuve supplémentaire que seul l'ENI tire avantage de l'accord d'ARUSHA, tandis que le Gouvernement Rwandais se fait rouler continuellement.
- Pour certains, il y a parmi nos négociateurs des individus acquis à l'ENI, et qui sont entrain de lui offrir tout, au détriment des intérêts de la Nation.

10008509

CONFIDENTIEL

La population demande alors que les FAR puissent faire quelque chose pour redresser la situation avant que ce NE soit trop tard.

Il y en a même qui, dans un excès de dépit, vont jusqu'à dire que nos troupes devraient quitter le front, car il NE sert à RIEN de se faire trouer la peau, lorsque de prétendus responsables politiques sont entrain de vendre le pays à ce même ENI que nous combattons.

Les militaires quant à eux tiennent presque le même langage. Ils demandent quand et dans quelles conditions leurs camarades qui ont été capturés par l'ENI seront libérés, maintenant que l'ENI a obtenu la libération des siens SANS contrepartie. Ceci en rajoute bien sûr à leur démoralisation, surtout que certains croient que les Officiers ont donné l'aval à l'opération, lors de leur rencontre avec le Premier Ministre et le MINAFFET à l'ESM. Certains militaires affirment même qu'avant de fuir devant la poussée massive de l'ENI vers la Capitale, ils régleront d'abord les comptes aux Officiers qui auront cédé facilement aux volontés des responsables civils inconscient (Je NE fais que reprendre ce qui se dit).

Les Officiers de leur côté se disent avoir été victimes de la supercherie du MINAFFET et du Premier Ministre. En effet, ils NE comprennent PAS comment ces deux autorités ont rencontré autant de responsables militaires, soit-disant pour leur expliquer l'accord d'ARUSHA, et qu'ils aient omis, sciemment certainement, de leur parler de la libération unilatérale des prisonniers de guerre et des acolytes de l'ENI, SANS AUCUNE contrepartie.

Les Officiers disent qu'ils ont été ainsi abusés, car le public civil et militaires croit qu'ils étaient au courant de cette manoeuvre qui est intervenue le soir même de la rencontre avec les autorités sus-citées. C'est avec beaucoup d'amertume qu'ils évoquent ce sujet.

b. LA DESTITUTION DES AUTORITES COMMUNALES (KUBOHOZA)

- (1) Certaines personnes pensent que le fait de "KUBOHOZA" qui consiste notamment à destituer les autorités NON en odeur de sainteté auprès des Partis politiques d'opposition et plus particulièrement les Bourgmestres pro-MRND, ce fait donc risque de créer des désordres dans la pays, si le Gouvernement N'y met PAS fin à temps. Ceci inquiète d'autant plus que de hauts responsables politiques, dont le Premier Ministre, approuvant et appuient

...../.....

- 5 -

10002510

CONFIDENTIEL

officiellement ces actes repréhensibles.

L'on se demande par exemple si le Premier Ministre se sent toujours Premier Ministre de tout le Gouvernement, quand il va jusqu'à "KUBOHOZA" lui-même, en attribuant lui-même les insignes du MDR à des Bourgmestres convertis de force, lors des meetings du Parti.

L'on se demande jusqu'où peuvent aller les choses, si le Chef de l'Etat se met à faire la même chose au profit de son Parti, le MRND.

- (2) Les mêmes interrogations sont enregistrées quand les gens se demandent pourquoi des fonctionnaires de l'Etat doivent être écartés de leurs postes SANS compensation, par le seul fait de NE PAS appartenir au parti politique du Ministre.

Ici, beaucoup de gens sont furieux, surtout ceux du MRND, et se demandent si les Ministres du MRND sont réellement engagés pour défendre les intérêts de leur Parti, ou si certains NE sont là que pour défendre leurs propres intérêts.

J'ai enregistré des réflexions de certains Officiers qui, SANS nécessairement verser dans des interventions partisans, qui disaient pourtant que: "Si ce Président NE défend PAS ses hommes, s'il NE s'oppose PAS à temps aux manoeuvres de ces Partis pro-ENI, c'est-à-dire qu'il sera lui aussi entraîné de défendre ses propres intérêts en ignorant ceux de la Nation et en abandonnant carrément ceux qui l'ont soutenu jusqu'ici; et bien, s'il NE réagit PAS à temps face à ces situations dramatiques pour sauver la Nation et les honnêtes gens, il va se retrouver seul, car personne NE tient à donner sa peau pour quelqu'un qui NE le reconnaîtra PAS".

Et l'on ajoutait: "Ahubwo muzabimubwire abimenye".

Voilà donc ce que pensent certains Officiers sur les désordres actuels.

3. AVIS ET CONSIDERATIONS PERSONNELS

- a. L'accord d'ARUSHA a été un accord léonin au profit de l'ENI. Ce dernier a senti qu'il peut donc aller plus loin et exiger encore davantage. Les concessions faites ainsi à l'ENI risquent d'hypothéquer gravement les intérêts de la Nation.

La population a senti cela, c'est pourquoi elle crie au scandale de toute part. Même beaucoup d'adhérents des Partis dits d'opposition dénoncent certains aspects de l'accord, et plus particulière

...../.....

10008511

- 6 -

CONFIDENTIEL

ment ceux relatifs à la formation d'une nouvelle armée nationale, et ceux relatifs à la libération des prisonniers de guerre et des acolytes de l'ENI, libération qui a été unilatérale au détriment du RWANDA.

Les militaires en général N'approuvent PAS du tout l'accord en question et pensent que le pays a été "vendu" à l'ENI, et qu'il N'est donc PLUS nécessaire de continuer à se battre, car tous les efforts faits dans ce domaine sont annihilés par les responsables politiques qui ne défendent que leurs propres intérêts.

- b. Je pense que cette situation est grave et mérite d'être examinée de plus près pour redresser les torts causés, si cela est encore possible.

Pour ce qui regarde les militaires, je pense qu'il est encore temps d'organiser un large débat sur l'accord, surtout pour ce qui regarde la formation de "la nouvelle armée". Ce débat permettrait de saisir les sentiments et les préoccupations des militaires, eux qui sont appelés à vivre avec les INKOTANYI dans la "Nouvelle armée".

L'on pourrait même s'inspirer de certaines réflexions qui sortiraient de cette concertation au lieu de subir toujours les décisions qui vont dans le sens des intérêts politiques du moment, alors que les conséquences de ces décisions risquent d'hypothéquer gravement l'avenir des FAR et du pays.

Le Chef de l'Etat avait promis une deuxième réunion avec les responsables militaires. Pourquoi NE PAS saisir l'occasion et organiser cette réunion où tout le monde cracherait sa vérité, SANS risque de se faire taper sur les doigts; en effet, une certaine psychose commence à gagner les Officiers qui NE sont PLUS sûrs de leur avenir, étant donné que les mutations semblent être téléguidées par les milieux extérieurs aux FAR. Alors on a peur de dire ce que l'on pense devant certaines personnes.

Ça il faut se le dire, car il est inutile de se cacher la vérité.

Cette psychose hante maintenant certains esprits.

- c. Le malaise qui se sent chez les civils est enregistré chez les militaires aussi. Tout le monde dit SANS se cacher que ce pays a été vendu, mais qu'il faudrait faire quelque chose pour le sauver. Les civils comptent sur les Forces Armées, et certains approchent déjà les militaires pour leur dire que l'heure a sonné pour sauver le pays du chaos. Cette situation est dangereuse et tout peut arriver dans ces conditions, surtout quand les gens N'hésitent PLUS d'affirmer que si le Chef de l'Etat N'est PAS prêt à prendre ses

.... /

10008513

CONFIDENTIEL

responsabilités pour sauver le pays, il N'a qu'à passer le relais. Ceci se dit au grand jour.

- d. Les militaires NE sont PAS prêts à cohabiter avec les INKOTANYI et NE comprennent PAS du tout comment nous leur demandons de se battre, lorsque par ailleurs nous libérons les Inyenzi capturés sur le terrain et les recruteurs qui alimentent le front ENI. Tout ceci les agace, et la Troupe commence à fustiger les responsables aussi bien civils que militaires. Les Officiers commencent de plus en plus à perdre confiance en leurs supérieurs et ils le disent. Cette situation mérite réflexion et remède.
- e. L'accord d'ARUSHA a jeté l'émoi dans toutes les couches de la population. C'est le dépit général. Et pourtant la guerre risque de continuer. Et si la guerre continue, nous risquons de connaître des problèmes:
- Des militaires fatigués et démoralisés;
 - Des difficultés économiques qui s'amenuisent;
 - Des partenaires qui risquent de nous lâcher;
 - Des politiciens qui risquent de créer le chaos favorisant ainsi l'action de l'ENI, etc...

Et dans ces conditions, ce pays risque de tomber entre les mains des INKOTANYI, avec toutes les catastrophes que cela comporterait.

Pour nous préparer à la poursuite des hostilités, car c'est finalement cela qui va arriver, il faudrait à mon avis:

- (1) - Recruter et former des militaires suffisants et dont le moral est moins entamé, pour s'opposer à l'ENI qui a été ragailardi par une série de victoires faciles et une propagande soutenue.
- (2) - Nous assurer d'un stock de munitions suffisant car toute nouvelle rupture de stock entraînerait un désastre difficile à réparer.
- (3) - Chercher à nous garder les faveurs de nos amis et autres partenaires, surtout la FRANCE et les ETATS-UNIS. A l'intention de ces amis et partenaires, il faut préparer les esprits et leur faire sentir que le cas du RWANDA est spécifique, qu'il s'agit d'un ENI qui veut reprendre le pouvoir qu'il a perdu, et que toutes les autres bonnes intentions NE sont que des subterfuges qui NE visent qu'à la conquête du pouvoir et ainsi passer à la revanche pour venger les victimes de la révolution de 1959 et tout ce qui a suivi jusqu'en 1973.

..../....

CONFIDENTIEL

Ces amis et partenaires nous aideraient ainsi à faire fléchir l'ENI qui demande à obtenir encore plus. Ainsi, nous pourrions facilement faire passer le concept de la représentativité au sein des FAR suivant les proportions ethniques de la population rwandaise, au lieu d'une fusion pure et simple, qui, si elle intervenait, aboutirait à la catastrophe d'une guerre civile plus meurtrière. Ça, les politiciens devraient le comprendre aussi.

- (4) - Amener nos amis et partenaires à privilégier le processus démocratique au lieu de s'enliser dans d'autres considérations insidieuses de la part de l'ENI. Ceci appelle bien sûr un consensus national pour que nous parlions un même langage face à la guerre.

Les Partis comme le PL et d'autres qui travaillent dans son giron devraient revenir à la réalité pour privilégier les intérêts de la Nation.

D'ailleurs, s'ils NE le font PAS, le peuple risque d'agir lui-même, maintenant qu'il commence à se rendre compte qu'il est dupé. Et l'action des masses populaires est difficile à canaliser.

- (5) - Puisque la population et les FAR sont agacées par les actions du Gouvernement qui NE se livre qu'à des manoeuvres politiciennes (Je ne fais que reprendre ce qui se dit), ce Gouvernement risque d'être amené à démissionner. Il faudrait donc amener nos amis à NE PAS nous abandonner sous prétexte que nous NE faisons montre d'aucun signe de bonne volonté.

Pour cela, le processus démocratique lui, doit dans ce cas être préservé et brandi chaquefois devant la face du monde, pour dire que, malgré nos difficultés du moment, nous sommes quand même attaché à la démocratie ou plutôt au processus vers la démocratie.

- f. Il est pour moi aberrant que, au moment où l'ENI menace le pays et jure de prendre le pouvoir à KIGALI (il se trouve à une cinquantaine de Km de la Capitale), à l'intérieur, le peuple s'entredéchire sous le prétexte des Partis politiques et avec la bénédiction des responsables de ces Partis.

Ce N'est PAS dans ce contexte que nous parviendrons à nous unir contre cet ENI qui nous menace. Ces querelles devraient cesser, de même que les histoires de "KUBOHOZA", que certains responsables appuient SANS réserve.

10002514

- 9. - 27 JUIL 1994

CONFIDENTIEL

Les gens (les Bourgmestres surtout) devraient se sentir sécurisés, si nous leur demandons d'asseoir la sécurité à l'intérieur du pays.

Certains responsables (cas du Bourgmestre GATETE et autres,...) devraient être laissés en paix et NON être victimes de leur zèle dans l'intérêt de la Nation.

Les agents de l'Etat NE devraient PAS être victimes des injustices liées aux Partis politiques, SANS quoi ils deviennent des mécontents gratuitement et grossissent les rangs des contestataires, aggravant ainsi le malaise qui sévit dans ce pays.

Je souligne en passant que l'entrée en force des éléments Tutsi ou du PL dans l'administration agace beaucoup les agents Hutu écartés. La tension est vive.

4. CONCLUSIONS

- a. La population est mécontente et démoralisée par l'action du Gouvernement qui favorise l'ENI. Les militaires sont démoralisés et démobilisés. Ils NE sont PAS prêts à cohabiter avec les INKOTANYI.
- b. Le climat est malsain en général et beaucoup sont ceux qui réclament des changements, allant jusqu'à inviter les militaires à faire quelque chose pour sauver le pays. L'accord d'ARUSHA qui est largement critiqué est venu mettre de l'huile sur le feu.
- c. L'ENI profite de cette situation politique qui lui est favorable pour faire pression, sur le terrain et politiquement, et il risque de nous submerger.
- d. Quelque chose devrait être fait pour dénouer cet imbroglio. En même temps, nous devrions nous préparer à la poursuite de la guerre si l'ENI opte pour cette solution, mais en même temps, nous devons nous assurer des bonnes prédispositions de nos amis et partenaires. Une action diplomatique (même informelle) est donc obligatoire.

Copie: SEM le Président
de la République

NSENGIYUMVA Anatole
Lt Col BEMS
G2 EM AR

CONFIDENTIEL